

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS DE MARTIGUES

Date de Publication : 30/07/2021

N° : 2021/217

Les Délibérations
Conseil du 26 Mai 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-
PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de
Martigues

SEANCE DU 26 MAI 2021

L'an **deux mille vingt et un**, le **26** du mois de **Mai** à 17 Heures 30 le Conseil de Territoire, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances.

Etaient présents :

M. Laurent **BELSOLA**, Mme Linda **BOUCHICA**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Gérard **FRAU**,
M. Vincent **GOYET**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales
M. Gérard **FRAU** a été désigné **secrétaire de séance**

1-N°2021-011- Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues - Vote du Compte de Gestion 2020

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 Juillet 2020 ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;
- Les délibérations approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et la Décision Modificative de l'Etat Spécial de territoire pour l'exercice 2020 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Le résultat de clôture de l'exercice 2020 du Compte de Gestion de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues est le suivant :

En recettes : 8 661 634.66 euros

En dépenses : 8 661 634.66 euros

Résultat : 0 euro

Article 2 :

Est approuvée l'adoption et déclare que le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2020, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

2-N°2021-012-Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues - Approbation du compte administratif 2020

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Compte Administratif de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 30 Juin 2021 en même temps que le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole.

En conséquence, l'approbation du compte administratif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire relève désormais de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparaît dans le Compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le Compte Administratif de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 Juillet 2020 ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;
- Le Compte de Gestion 2020 produit par Monsieur le Receveur des Finances ;
- Les délibérations approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et la Décision Modificative de l'Etat Spécial de territoire pour l'exercice 2020;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

L'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues est arrêté aux montants exécutés suivants :

En recettes : 8 661 634.66 euros

En dépenses : 8 661 634.66 euros

Résultat : 0 euro

Article 2 :

Est approuvé le Compte Administratif de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de Gestion 2020 de Monsieur le receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2020.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

3-N°2021-013-Prise en charge, par le conseil de territoire du Pays de Martigues d'une compensation financière visant à maintenir la gratuité du transport pour les scolaires et les étudiants pour l'année scolaire 2021-2022

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix Marseille Provence a approuvé par délibération du 15 Décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1^{er} Janvier 2017.

La Métropole est donc devenue sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des Transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

Cette unification des transports scolaires sous l'autorité de la Métropole a mis en relief une tarification complexe et hétérogène sur l'ensemble de son territoire.

Afin de la simplifier et de l'harmoniser progressivement, une nouvelle tarification scolaire a été proposée sur le territoire métropolitain. La création d'un véritable pass scolaire s'est fondée sur deux tarifs cibles annuels :

- Un tarif à 220 euros pour les élèves circulant sur le réseau RTM (Marseille, Plan de Cuques, Allauch, Septèmes-les-Vallons) mais aussi sur tous les réseaux de transports publics du territoire métropolitain

- Un tarif à 60 euros pour les élèves circulant sur tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence (hors réseau RTM historique)

Dans ce cadre, le conseil métropolitain de la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé la délibération n°001-4143 sur « l'approbation des tarifs des abonnements scolaires applicables à partir de l'année scolaire 2018-2019 » au conseil métropolitain du 28 juin 2018.

L'approbation de cette nouvelle tarification scolaire a eu pour conséquence de modifier le coût des abonnements scolaires sur le territoire du Pays de Martigues, dont ses habitants bénéficiaient jusqu'ici de la gratuité.

Le coût des abonnements annuels scolaires proposés sur le territoire est le suivant, avec un tarif progressif jusqu'en 2021 :

Abonnement 2017	Abonnement 2018	Abonnement 2019	Abonnement 2020	Abonnement 2021
0,00€	20,00	30,00	45,00	60,00
Combiné RTM & interurbain / 90€	115,00	150,00	185,00	220,00

Ce tableau porte sur la base du plein tarif. 2 types de réduction sont prévus : 50 % pour les élèves boursiers ou bénéficiaires de la CMU C ou 20 % pour les élèves issus de famille nombreuses (3enfants et plus)

La délibération n°TRA001-4143/18/CM proposait aux conseils de territoire le souhaitant de prendre en charge tout ou partie des abonnements annuels des transports scolaires de leur ressort territorial. La délibération n° TRA 006-4148/18/CM a quant à elle reconnu au Conseil de Territoire la possibilité de prendre en charge tout ou partie le coût des abonnements annuels étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de 26 ans de leur ressort territorial.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a décidé de compenser le financement des cartes de transports pour les scolaires et étudiants de son ressort territorial, à hauteur du différentiel entre le prix de la carte et le tarif progressif proposé par le budget des transports métropolitains.

A ce titre, le conseil de territoire du Pays de Martigues a délibéré le 11 Octobre 2018 afin d'assurer cette prise en charge pour ses scolaires et étudiants domiciliés sur son territoire pour l'année scolaire 2018-2019. Le conseil de Territoire du Pays de Martigues a ensuite délibéré le 12 Juin 2019 afin de maintenir ce dispositif pour l'année scolaire 2019-2020, et le 29 juillet 2020 pour l'année scolaire 2020-2021.

Il est donc aujourd'hui proposé au Conseil de Territoire du Pays de Martigues de poursuivre cette démarche de prise en charge pour l'année scolaire 2021-2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Les délibérations n° TRA 001/-4143/18/CM et TRA n° 006-4148/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatives à l'approbation de la tarification scolaire ainsi que celles destinées aux étudiants

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le conseil de Territoire a la possibilité de prendre en charge tout ou partie du coût des abonnements annuels scolaires de son ressort territorial
- Que nombre de scolaires et d'étudiants du territoire du Pays de Martigues doivent utiliser les transports routiers communs afin de se rendre sur le lieu de leurs études ;
- Que le conseil de territoire a souhaité prendre en charge le financement des cartes de transports pour les scolaires et étudiants de moins de 26 ans de son ressort territorial, à hauteur du différentiel entre le prix de la carte et le tarif progressif proposé sur la Métropole Aix Marseille Provence
- Qu'ainsi pour aider les scolaires et étudiants le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend prolonger, pour l'année scolaire 2021-2022, la prise en charge d'une compensation financière visant à maintenir la gratuité du transport au profit de ces derniers

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prise en charge du montant des abonnements annuels scolaires des scolaires domiciliés sur le territoire du Pays de Martigues pour l'année scolaire 2021-2022

Article 2 :

Est approuvée la prise en charge du coût de l'abonnement « réseau Ulysse » pour les étudiants domiciliés sur le territoire du Pays de Martigues, pour l'année scolaire 2021-2022. Les étudiants bénéficiant de cette prise en charge doivent en outre avoir moins de 26 ans, être inscrits à un cycle de formation supérieure, ou être stagiaires de la formation professionnelle, ou apprentis ou en cours de service civique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la métropole Aix-Marseille-Provence - Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues - Nature 65 888 - Fonction 020

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

4-N°2021-014-Approbation de la charte fondatrice OPPIDA 13 - Réseau des sites archéologiques gaulois en Provence

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

OPPIDA 13 est un réseau qui rassemble et fédère, à l'échelle du Département des Bouches du Rhône, toute organisation ou partie prenante souhaitant valoriser les sites gaulois (professionnels du patrimoine, acteurs publics, propriétaires ou gestionnaires publics ou privés de sites ou de musées, établissements universitaires ou de recherche, associations à but non lucratif, entreprises, particuliers).

Le réseau OPPIDA 13 répond également à la nécessité d'unir des initiatives et des forces afin de développer des liens entre les acteurs concernés et de proposer des espaces d'échanges et de partage des expériences et des ressources, des savoirs et des savoir-faire dans le cadre d'une culture scientifique liée notamment à l'archéologie.

Les missions du réseau consistent notamment à :

- Créer un réseau de gestionnaires des sites ou musées des Bouches du Rhône voire de la Région PACA, qui ont chacun un lien fort avec au moins un site archéologique emblématique de la période gauloise ;

- Être un espace de mutualisation avec la création d'un site internet dédié aux oppida des Bouches du Rhône;

- Développer l'accès au patrimoine archéologique pour tous les publics ;

- Créer un itinéraire des sites et musées concernés par les Gaulois en Provence;

Le Réseau sera piloté par ses signataires

Cette charte n'implique aucun engagement financier des parties signataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM en date du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le réseau OPPIDA 13 permettra de valoriser les actions engagées sur le site archéologique de Saint Blaise ;

- Que le réseau OPPIDA 13 permettra de créer des partenariats et des itinéraires avec les villes voisines pour développer l'accueil du public ;

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la charte fondatrice du réseau OPPIDA 13

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

5-N°2021-015-Attribution d'une aide financière aux sociétés CG Cinéma, Comic Strip Production, Yukunkun Productions pour la production de leur long métrage de fiction

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. Il est doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain : un des plus grands complexes de production de France de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel.

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de

Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur les délibérations de la Région et de la Métropole fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer, en complément de l'aide obtenue de la Région, à chacune de ces sociétés une aide financière d'un montant de :

- 0 000 euros pour la société CG CINEMA pour la production du long métrage de fiction My father's son ;
- 0 000 euros pour la société COMIC STRIP PRODUCTION pour la production du long métrage de fiction Mastemah ;
- 0 000 euros pour la société YUKUNKUN PRODUCTIONS pour la production du long métrage de fiction 3 nuits par semaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, la préparation, le tournage ou la post-production des films ayant commencé.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver les conventions entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et les sociétés CG CINEMA, COMIC STRIP PRODUCTION, YUKUNKUN PRODUCTIONS relatives à l'octroi d'une aide financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région

Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;

- La délibération n° 20-480 du 9 octobre 2020 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 200 000 euros à la société CG CINEMA pour la production du long métrage de fiction My father's son ;
- La délibération n° 21-133 du 26 mars 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 200 000 euros à la société COMIC STRIP PRODUCTION pour la production du long métrage de fiction Mastemah ;
- La délibération n° 21-133 du 26 mars 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 125 000 euros à la société YUKUNKUN PRODUCTIONS pour la production du long métrage de fiction 3 nuits par semaine ;
- La délibération n° ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La délibération n° ECO 006-9265/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- Les demandes d'aide financière adressées au Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence par CG CINEMA le 18 Janvier 2021, COMIC STRIP PRODUCTION le 15 Janvier 2021, YUKUNKUN PRODUCTIONS le 29 Janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions

d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;

- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à ces demandes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, l'attribution d'une aide financière d'un montant de :

-20 000 euros (vingt mille euros) à CG CINEMA pour la production du long métrage de fiction My father's son ;

-20 000 euros (vingt mille euros) à COMIC STRIP PRODUCTION pour la production du long métrage de fiction Mastemah ;

-20 000 euros (vingt mille euros) à YUKUNKUN PRODUCTIONS pour la production du long métrage de fiction 3 nuits par semaine.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions, ci-annexées, relative à l'octroi d'une aide financière entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence et :

-CG CINEMA pour la production du long métrage de fiction My father's son ;

-COMIC STRIP PRODUCTION pour la production du long métrage de fiction Mastemah ;

-YUKUNKUN PRODUCTIONS pour la production du long métrage de fiction 3 nuits par semaine.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2021, en section d'investissement, au Programme 03 Développement économique, Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 Fonds de soutien aux productions audiovisuelles.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

6-N°2021-016-Attribution d'une aide financière aux sociétés La Mansarde Cinéma, Insolence Productions, Les Astronautes, Floréal Films, Orfeu Productions, 13 Productions pour la production de leur court métrage de fiction

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le

cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. Il est doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain : un des plus grands complexes de production de France de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel.

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la

Métropole et s'appuyer sur les délibérations de la Région et de la Métropole fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, Il est proposé d'attribuer, en complément de l'aide obtenue de la Région, à chacune de ces sociétés une aide financière d'un montant de :

- 7 000 euros pour la société LA MANSARDE CINEMA pour la production du court métrage de fiction L'arrivée du soleil dans votre signe,
- 10 000 euros pour la société INSOLENCIE PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Loup et la chatte,
- 5 000 euros pour la société LES ASTRONAUTES pour la production du court métrage d'animation Vercors,
- 10 000 euros pour la société FLOREAL FILMS pour la production du court métrage de fiction Ya benti,
- 10 000 euros pour la société ORFEU PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Sauvage,
- 10 000 euros pour la société 13 PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Son visage.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, la préparation ou le tournage des films ayant commencé.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver les conventions entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et les sociétés LA MANSARDE CINEMA, INSOLENCIE PRODUCTIONS, LES ASTRONAUTES, FLOREAL FILMS, ORFEU PRODUCTIONS et 13 PRODUCTIONS relatives à l'octroi d'une aide financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;

- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 20-4 du 6 mars 2020 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 30 000 euros à la société LA MANSARDE CINEMA pour la production du court métrage de fiction L'arrivée du soleil dans votre signe ;
- La délibération n° 20-480 du 9 octobre 2020 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 25 000 euros à la société INSOLENCIE PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Loup et la Chatte ;
- La délibération n° 19-192 du 15 mars 2019 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 30 000 euros à la société LES ASTRONAUTES pour la production du court métrage d'animation Vercors ;
- La délibération n° 21-133 du 26 mars 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 20 000 euros à la société FLOREAL FILMS pour la production du court métrage de fiction Ya benti ;
- La délibération n° 21-133 du 26 mars 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 30 000 euros à la société ORFEU PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Sauvage ;
- La délibération n° 21- du 23 avril 2021 de la Commission Permanente du Conseil

Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 15 000 euros à la société 13 PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Son visage ;

- La délibération n° ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La délibération n° ECO 006-9265/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- Les demandes d'aide financière adressées au Conseil de Territoire du Pays de Martigues – Métropole Aix-Marseille-Provence par LA MANSARDE CINEMA le 12 janvier 2021, INSOLENCIE PRODUCTIONS le 01 mars 2021, LES ASTRONAUTES le 12 février 2021, FLOREAL FILMS le 09 mars 2021, ORFEU PRODUCTIONS le 05 mars 2021 et 13 PRODUCTIONS le 26 janvier 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à ces demandes ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, l'attribution d'une aide financière d'un montant de :

- 30 000 euros (trente mille euros) à LA MANSARDE CINEMA pour la production du court métrage de fiction L'arrivée du soleil dans votre signe ;
- 25 000 euros (vingt-cinq mille euros) à INSOLENCIE PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Loup et la Chatte ;
- 30 000 euros (trente mille euros) à LES ASTRONAUTES pour la production du court métrage d'animation Vercors ;
- 20 000 euros (vingt mille euros) à FLOREAL FILMS pour la production du court métrage de fiction Ya benti ;
- 30 000 euros (trente mille euros) à ORFEU PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Sauvage ;
- 15 000 euros (quinze mille euros) à 13 PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Son visage.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions, ci-annexées, relative à l'octroi d'une aide financière entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence et :

- LA MANSARDE CINEMA pour la production du court métrage de fiction L'arrivée du soleil dans votre signe ;
- INSOLENCIE PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Loup et la Chatte ;
- LES ASTRONAUTES pour la production du court métrage d'animation Vercors ;
- FLOREAL FILMS pour la production du court métrage de fiction Ya benti ;
- ORFEU PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Sauvage ;
- 13 PRODUCTIONS pour la production du court métrage de fiction Son visage.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2021, en section d'investissement, au Programme 03 Développement économique, Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 Fonds de soutien aux productions audiovisuelles.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

7-N°2021-017-Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) – Définition des modalités de collaboration avec les communes

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six

intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'AgglopoLe Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans chaque Territoire, est créé un Conseil de Territoire composé des conseillers délégués des communes incluses dans le périmètre du Territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils de Territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires. La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Ainsi, le Conseil de la Métropole prescrit, arrête le projet et approuve le PLUi tandis que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de la procédure d'élaboration.

L'élaboration d'un PLUi s'inscrit dans un dispositif législatif que sont les lois Grenelle I et II du 12 juillet 2010 et plus particulièrement la loi ALUR du 24 mars 2017.

Conformément aux articles L151-1 et suivants du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Martigues sera le document stratégique qui traduira l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du Territoire du Pays de Martigues. Il sera également un outil règlementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage des sols. Enfin, il se construit en référence à l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre sur le territoire.

Par délibération du conseil municipal en date du 2 novembre 2020, la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a sollicité le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin de réviser son plan local d'urbanisme (PLU), ce qui entraîne l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal sur l'ensemble du périmètre du Territoire du Pays de Martigues. La prescription du PLUi du Pays de Martigues est prévue au conseil métropolitain du 4 juin prochain.

Conformément au code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal doit être élaboré en collaboration avec les communes membres. L'article L. 134-13 du code de l'urbanisme stipule que « le conseil de territoire arrête les modalités de la collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes ».

A l'initiative du Président du Pays de Martigues, une conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des Maires du Territoire s'est tenue le 25 Mai 2021,

au cours de laquelle les modalités de collaboration suivantes ont été examinées et débattues.

- **La conférence intercommunale des maires**

Conformément au code de l'urbanisme, la conférence intercommunale des Maires doit être réunie préalablement à la définition des modalités de collaboration avec les communes membres et après l'enquête publique, afin que les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête y soient présentés.

Outre ces deux réunions obligatoires, il est proposé de réunir la conférence intercommunale :

- Avant l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal
- Avant l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal

- **La saisine pour avis des Conseils Municipaux des communes concernées**

Conformément au code de l'urbanisme, l'avis des Conseils Municipaux sur le projet arrêté doit être recueilli.

Outre cette saisine obligatoire, il est proposé de solliciter l'avis « simple » des Conseils Municipaux avant l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

- **Le « groupe de travail PLUi »**

Afin de permettre aux communes de participer aux travaux d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, « un groupe de travail PLUi ».

Il regroupera les Maires des 3 communes membres – ou leurs représentants – accompagnés de leurs techniciens. Ce groupe de travail sera présidé par Monsieur le Président du Pays de Martigues qui le réunira en adressant à chacun des Maires des 3 communes une invitation écrite et ce, par tous moyens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- La conférence intercommunale des maires réunie le 25 Mai 2021 portant sur l'examen des modalités de collaboration entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et ses communes membres ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Qu'il est envisagé de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Martigues ;

- Que le PLUi doit être élaboré en collaboration avec les communes membres ;

- Que les modalités de collaboration avec les communes ont été examinées et débattues lors de la Conférence Intercommunale des Maires qui s'est tenue le 25 Mai 2021 ;

Délibère

Article Unique :

Sont approuvées, dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Martigues, les modalités de collaboration avec les communes membres du Pays de Martigues telles qu'exposées précédemment.

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ADOpte A L'UNANIMITE

Avis sur les rapports présentés sur saisine de la Métropole

Stratégie de développement économique, entreprises, commerce, relance

1-Avis n°2021-031-Attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique à l'Association La Réplique au titre de l'exercice 2021

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique et ainsi, contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le Pays de Martigues et plus globalement sur le territoire Métropolitain s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a mis en place différents outils, dont la Mission cinéma et audiovisuel pour accueillir, informer et aider les porteurs de projets et la plateforme cinéma et audiovisuel pour mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, dont les comédiens.

Compte tenu de la politique d'actions menée en matière de développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création, la Métropole Aix Marseille Provence ainsi que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entendent établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association La Réplique est un collectif de 350 comédiens professionnels questionnant leur art, les modalités et les enjeux de leur métier. Ce sont les membres qui animent et font vivre ce collectif sur le principe de l'économie sociale et solidaire, avec l'appui de 5 salariés.

L'activité de La Réplique est organisée en trois pôles :

- Un Pôle Recherche composé de temps d'exploration artistique, en-dehors de tout objectif de résultat, privilégiant la tentative, le partage et la curiosité.
- Un Pôle Formation qui permet aux professionnels du secteur de transmettre la spécificité de leur propre pratique à d'autres artistes, de mutualiser les compétences, de favoriser l'insertion dans l'emploi, de lutter contre l'exclusion des comédiens et de sécuriser les parcours professionnels.
- Un Pôle Réseaux Professionnels qui offre aux adhérents des outils fédérateurs et une visibilité lors d'événements ou au travers de l'annuaire numérique des comédiens. L'association publie aussi une newsletter bimensuelle adressée à 4 200 professionnels.

L'enjeu pour La Réplique est de proposer davantage de temps de travail sur le jeu face caméra et la préparation aux castings, d'entraîner les comédiens, de décloisonner l'accès au métier et de permettre leur visibilité et la construction d'une identité professionnelle grâce à des outils de promotion adaptés. L'objectif est de renforcer le recrutement local lors de tournage sur le Territoire par une montée en compétence des comédiens.

En 2021, La Réplique développe le « Pôle Casting » afin de permettre aux comédiens du Territoire d'être davantage visibles, entraînés/formés et prêts à tourner. Avec le projet « Les Pépites », l'association entend identifier les jeunes talents du territoire et veiller à leur professionnalisation. Tous les outils développés par La Réplique sont nécessaires au développement de la filière et à sa valorisation auprès des professionnels et la population.

L'association souhaite mettre en œuvre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association La Réplique une subvention d'un montant de 5 000 € qui sera répartie comme suit :

-2 000 € pour la Métropole Aix-Marseille-Provence
-3 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues

Conformément au règlement budgétaire et financier

de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique. La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin 2022, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et celui de la Métropole Aix-Marseille-Provence en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître leur participation financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique à l'Association La Réplique au titre de l'exercice 2021, répartie ainsi :

-2 000 € pour la Métropole Aix-Marseille-Provence
 -3 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370 – Nature : 65748 - Fonction 62
 -Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 – S/Politique E120 Nature : 65748 subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé Fonction 65.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement

1-Avis n°2021-032-Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Martigues – Prescription de l'élaboration – définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, est créé un conseil de territoire composé des conseillers délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

Conformément aux articles L151-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Martigues sera le document stratégique qui traduira l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du Territoire du Pays de Martigues. Il sera également un outil réglementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage des sols. Enfin, il se construit en référence à l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre sur le territoire.

Le contexte juridique

L'élaboration d'un PLUi s'inscrit dans un dispositif législatif que sont les lois Grenelle I et II du 12 juillet 2010 et plus particulièrement la loi ALUR du 24 mars 2017. Les objectifs que doit respecter le PLUi sont fixés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

L'équilibre entre :

- Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- Les besoins en matière de mobilité ;

-La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

-La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des

capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

-La sécurité et la salubrité publiques ;

-La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

-La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

-La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

-La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

Le Territoire du Pays de Martigues

Le futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal couvrira l'ensemble du périmètre du Territoire du Pays de Martigues, comprenant 3 communes membres soit Martigues (48 188 habitants), Port-de-Bouc (16 516 habitants) et Saint-Mitre-les-Remparts (5 837 habitants).

- Une volonté de faire évoluer les documents d'urbanisme communaux :

Par délibération du conseil municipal en date du 2 novembre 2020, la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a sollicité le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin de réviser son plan local d'urbanisme (PLU), ce qui entraîne l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal sur l'ensemble du territoire du Pays de Martigues.

- Une nécessité d'intégrer les nouveaux enjeux :

En 2015, la stratégie de développement du Pays de Martigues avait été fixée par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Ouest Etang de Berre. Depuis, les communes ont fait évoluer leur document d'urbanisme. De plus, à l'instar des projets de renouvellement des quartiers de la politique de la ville et des projets autour du secteur de Caronte, des projets d'envergure ont évolué, impactant une partie de la stratégie territoriale.

- Participer à la construction métropolitaine :

Par ailleurs, l'engagement de multiples démarches métropolitaines de planification (Projet métropolitain, SCoT métropolitain, PLH, PDU, schémas économiques...) est aussi l'occasion pour les élus de réaffirmer ou d'amender la vision et les ambitions qu'ils partagent pour leur territoire et qu'ils souhaitent porter à l'échelle métropolitaine. L'élaboration du PLUi du Pays de Martigues prendra en compte les orientations définies dans le cadre des politiques publiques et des actions menées par cette dernière. Cela concerne notamment les documents de planification et de stratégie générale tels que le SCOT mais également les schémas thématiques et programmatiques comme l'agenda des mobilités acté en décembre 2016, l'agenda du développement économique et ses trois schémas de développement relatifs aux commerces, aux zones d'activités et à l'immobilier de bureau, le Plan d'Action Foncière, le Plan d'Action pour le Tourisme, le Plan Alimentaire Territorial (PAT), le Programme Local de l'Habitat, le Plan Climat Air Energie Territorial ainsi que le Plan de Déplacements Urbains.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de l'élaboration du PLUi prenant en compte le Projet de Territoire

Quatre grands axes structurants traduisent les ambitions et la stratégie :

1.Garantir un territoire accueillant, solidaire et équilibré

-Permettre un accès au logement diversifié et adapté aux différents besoins et revenus des ménages

-Répondre aux besoins spécifiques en matière de logement et d'habitat (hébergement d'urgence, hébergement temporaire, personnes dépendantes, gens du voyage, étudiants, résidence intergénérationnelle, co-living...)

-Poursuivre le rééquilibrage de la mixte sociale sur l'ensemble des Communes et des quartiers

-Accompagner les opérations de NPNRU et inscrire pleinement les quartiers prioritaires dans le fonctionnement urbain et économique et le système de mobilités

-Assurer une production diversifiée en terme de typologies et de tailles de logement avec des formes urbaines économes en espaces et un niveau élevé de qualité architecturale et environnementale (surface, modularité, adaptabilité aux évolutions sociétales, bâtiment à énergie positive...)

-Articuler le développement et l'intensification urbains aux réseaux et infrastructures de mobilité (gares et arrêts de transports collectifs, mobilités douces, aire de co-voiturage, parkings relais, IRVE...), aux équipements publics de proximité (crèches, écoles, foyers, maisons de quartier, équipements sportifs et culturels...) et aux espaces verts publics de proximité (parcs, squares, jardins partagés...)

-Valoriser les interfaces urbaines avec les rives de l'Etang de Berre, du chenal de Caronte et de la mer Méditerranée

-Anticiper les opérations de recomposition et de renouvellement urbains liées à la requalification de la RN 568 en boulevard urbain apaisé

2.Renforcer le dynamisme économique du territoire pour assurer la création d'emplois

-Soutenir les filières motrices et innovantes du territoire : industrie, portuaire, maritime, industries créatives

-Offrir des capacités de développement économiques suffisantes, diversifiées et complémentaires, en milieu urbain mixte et dans des espaces spécialisés lorsque c'est nécessaire

-Organiser le développement commercial pour conforter l'offre de proximité et l'animation des centres villes, accompagner la modernisation et la complémentarité des polarités existantes

-Optimiser le potentiel de développement économique du secteur stratégique des rives Nord Caronte

-Favoriser une plus grande densité, qualité et intégration environnementale des espaces économiques

-Valoriser les activités agricoles, halieutiques et conchylicoles, développer les circuits courts de transformation et de commercialisation

-Renforcer les activités touristiques et de loisirs : sites littoraux, activités de natures, sentiers de randonnées, sites culturels patrimoniaux naturels et urbains

-Accompagner les initiatives locales notamment dans leur dimension sociales et solidaires et permettre leur développement au sein des quartiers

3.Relever les défis environnementaux, améliorer le cadre de vie, la santé et la sécurité des habitants

-Protéger et restaurer le patrimoine naturel, la biodiversité et les fonctionnalités écologiques (trame verte et bleue, réservoirs de biodiversité, continuités écologiques, site classé, réserve naturelle, nature « ordinaire », nature en ville)

-Réduire et anticiper l'exposition des habitants aux risques naturels et technologiques, aux pollutions et nuisances (prescriptions et aménagements adaptés, encadrement du développement dans les zones restantes exposées)

-Prendre en compte le cycle de l'eau dans les aménagements afin de garantir la salubrité et la sécurité, la préservation de la ressource et la protection des milieux aquatiques

-Mobiliser les réseaux de transport collectifs (ferroviaire, interurbains et urbains) et les modes doux comme supports d'une mobilité plus durable et d'une organisation du territoire plus sobre en énergie

-Prioriser le renouvellement urbain en mobilisant le foncier disponible ou mutable au sein de l'enveloppe urbaine pour réduire la consommation foncière tout en maintenant la qualité du cadre de vie des habitants

-Cibler le développement des énergies renouvelables sur les espaces déjà bâtis ou artificialisés (toitures, friches, ombrières de parking, thalassothermie, petit éolien en toiture ...)

-Faciliter la réhabilitation thermique et les énergies renouvelables sur les bâtiments existants et garantir une haute qualité environnementale en production neuve, afin d'œuvrer pour un développement et une ville plus durables

-Valoriser et mettre en réseau les paysages emblématiques du territoire : paysages littoraux

de l'Etang de Berre et de la Mer méditerranée, massifs forestiers et étangs intérieurs, plaines et vallons agricoles, centres urbains et noyaux villageois, zone industrialo-portuaire

4.Contribuer au développement et aux équilibres métropolitains

-Affirmer le rôle du Pays de Martigues en tant que pôle de développement métropolitain structurant

-Assurer la cohérence avec les PLU/PLUi voisins (PLUi Marseille Provence, PLU d'Istres et Fos-sur-Mer).

Les modalités de concertation

Conformément aux dispositions des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, les réflexions relatives au PLUi seront menées sur le territoire dans le cadre d'une concertation associant les habitants et toutes les personnes concernées.

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du PLUi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de PLUi ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

-Un dossier de présentation du projet de PLUi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site internet du Territoire du Pays de Martigues et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il sera également mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays de Martigues et dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

-Le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation au choix selon les modalités suivantes :

-en les consignant dans les registres mis à disposition au siège du Territoire du Pays de Martigues et dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, ce dispositif pourra être complété par un registre dématérialisé ;

-en les adressant par écrit à l'adresse suivante : Monsieur le Président du Pays de Martigues – CONCERTATION SUR LE PLUi - Rond-Point de l'Hôtel de Ville – BP 90104 – 13693 MARTIGUES CEDEX

-en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante : plui-ct6-concertation@ampmetropole.fr

-Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de PLUi y soit présenté :

-à l'échelle du Territoire du Pays de Martigues ;
-dans chaque commune concernée

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003
- La loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;
- La loi du 12 juillet 2010 portant engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle II » ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR)
- Le SCOT Ouest Etang de Berre approuvé par délibération le 22 octobre 2015 ;
- Le SCOT métropolitain engagé par délibération n°URB 001-1405/16/CM, Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- La délibération cadre n°URB 001-3635/18/CM, Conseil de Métropole du 22 mars 2018 portant sur la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) ;
- La délibération du Conseil Municipal de Saint-Mitre-les-Remparts en date du 2 novembre 2020 saisissant le Conseil de Territoire du Pays de Martigues pour l'engagement de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 26 mai 2021 arrêtant les modalités de collaboration avec les communes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité ;
- Que conformément au Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Territoires, plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux et que le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole ;
- Que le Territoire du pays de Martigues doit élaborer le Plan Local d'Urbanisme intercommunal couvrant l'intégralité de son territoire ;
- Que la délibération de prescription du PLUi doit obligatoirement définir les objectifs poursuivis conformément aux articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

- Que conformément aux articles L153-11 et L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, il convient de délibérer sur les modalités de concertation

Emet un avis favorable sur la prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire du Pays de Martigues.

Emet un avis favorable sur les approbations des objectifs poursuivis tels qu'exposés en amont dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Martigues.

Emet un avis favorable sur les définitions des modalités de la concertation avec le public, conformément aux dispositions des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme exposées précédemment.

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de Région,
- au Préfet des Bouches-du-Rhône,
- au Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- à la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- aux Présidents des Territoires qui composent la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la Chambre des Métiers des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône,
- au Président de la section régionale de la conchyliculture.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant l'autorité en matière d'organisation des transports urbains et en charge de l'élaboration du SCOT et du PLH, il n'y a pas lieu de lui notifier la présente délibération au regard des compétences.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

2-Avis n°2021-033-Approbation du bilan du suivi de la mise en oeuvre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest de l'Etang-de-Berre

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée le 1er janvier 2016, par fusion des 6 intercommunalités existantes : les Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoïe Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Il s'agit d'une compétence exclusive du Conseil de la Métropole AMP (article L.5218-7 du CGCT).

L'article 39 de la loi NOTRe impose à la Métropole d'engager l'élaboration d'un SCOT métropolitain avant le 31 décembre 2016. Celui-ci a été engagé le 16 décembre 2016, par délibération du Conseil Métropolitain (URB 001-1405/16/CM).

A la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, son territoire était couvert par cinq SCOT exécutoires :

- Le SCOT de Marseille Provence Métropole, approuvé le 29 juin 2012 par l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM),
- Le SCOT de l'Agglomération Provence, approuvé le 15 avril 2013 par l'ancienne Communauté d'agglomération Agglomération Provence,
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque, approuvé le 18 décembre 2013 par l'ancien Syndicat mixte chargé des études, de l'élaboration et du suivi du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque,
- Le SCOT Ouest Etang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre,
- Le SCOT du Pays d'Aix, approuvé le 17 décembre 2015 par l'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix.

Jusqu'à l'approbation du futur SCOT métropolitain, prévue fin 2024, ces cinq SCOT existants sont exécutoires.

Le Code de l'Urbanisme impose un bilan de la mise en œuvre du SCOT six ans après son approbation. Il s'agit d'une analyse des résultats de son application notamment en matière d'environnement, de transport et de déplacement, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantation commerciales.

Il impose aussi que chaque SCOT, dans son rapport de présentation, définisse « les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats son l'application ». L'ancien syndicat mixte du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre a intégré ce point dans son SCOT et a fait le choix de délibérer, le jour de l'approbation du SCOT, pour lister les indicateurs de suivi de sa mise en œuvre.

Dans ce contexte, par délibération N° 8314 du 18 octobre 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de définir un dispositif commun harmonisé de suivi de la mise en œuvre de chacun des cinq Schémas de Cohérence Territoriale couvrant le territoire de la Métropole. L'objectif de ce dispositif commun est de permettre des évaluations comparables des cinq SCOT et d'alimenter les orientations du SCOT métropolitain en cours d'élaboration. Ce dispositif commun se compose d'une analyse quantitative des résultats, au regard des objectifs fixés dans chacun des SCOT. Elle traite à minima l'évolution des huit indicateurs communs. Il est complété par une analyse portant sur des secteurs de projet des SCOT.

Ainsi, chaque SCOT en vigueur doit faire l'objet d'une délibération sur le bilan de sa mise en œuvre. En 2021, le quatrième SCOT concerné par ce bilan est celui de l'ancien syndicat mixte de l'Ouest de l'Etang de Berre approuvé le 22 octobre 2015. C'est l'objet de la présente délibération.

Le SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre couvre les périmètres du Territoire Istres-Ouest Provence et du Territoire du Pays de Martigues.

Le bilan se compose de trois parties.

La première partie présente le niveau d'avancement des Territoires d'Istres-Ouest Provence et du Pays de Martigues dans l'élaboration de leurs documents de planification et de programmation, lesquels doivent être compatibles avec le SCOT. Ils ont été élaborés par les communes compétentes, par le SAN Ouest-Provence, puis par la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018, date du transfert de la compétence urbanisme.

Ainsi, plusieurs Plan Locaux d'Urbanisme ont été élaborés ou révisés depuis le 22 octobre 2015. Les procédures ont été adossées au SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre.

Pour le Territoire Istres-Ouest Provence :

Cornillon-Confoux :

PLU approuvé le 26 juin 2013 ;

Fos-sur-Mer :

PLU approuvé le 19 décembre 2019 ;

Ré-approbation de la révision générale du PLU par délibération du 31 juillet 2020 ;

Grans :

PLU approuvé le 22 octobre 2017 ;

Istres :

Révision générale du PLU d'Istres lancée par délibération du conseil municipal du 25/09/2014 ;

Annulation partielle du PLU approuvé le 26/06/13 par jugement du Tribunal administratif du 21 mai 2015 ;

Miramas :

2^{ème} révision du PLU approuvée le 5 juillet 2017 ;

Port-Saint-Louis-du-Rhône :

Révision du PLU approuvée le 16 mai 2019 ;

Pour le Territoire du Pays de Martigues :

Martigues :

PLU approuvé le 15 décembre 2017 ;

Port-de-Bouc :

PLU approuvé le 25 juin 2013 ;

Saint-Mitre-les-Remparts :

PLU approuvé le 13 mars 2017.

Par délibération du 2 novembre 2020, la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a exprimé son souhait de réviser son PLU, et pour cela, a demandé l'engagement par la Métropole, du PLU intercommunal du Pays de Martigues. Par conséquent, la prescription du PLUi du Pays de Martigues sera engagée lors de ce même conseil métropolitain.

Enfin, il est à noter qu'un processus de type Plan de déplacements urbains (PDU) a été réalisé à l'échelle des deux Territoires. Il s'agit du PDU Ouest Etang de Berre, réalisé par le Syndicat Mixte de gestion d'exploitations des transports urbains, dont l'arrêt du projet a été voté en décembre 2015. Cette démarche n'a pas été poursuivie et ce document n'a pas été approuvé, en raison de la création de la Métropole en 2016 et, de fait, de la dissolution du Syndicat Mixte. L'engagement de démarches métropolitaines sur les transports et les déplacements (Agenda de la Mobilité puis Plan de déplacements urbains métropolitains) ont bénéficié des travaux initiaux réalisés à l'échelle Ouest Etang de Berre.

La seconde partie de ce bilan concerne le suivi quantitatif du SCOT, c'est-à-dire l'analyse des indicateurs chiffrés.

Ce suivi est réalisé à partir de huit indicateurs. Ils sont déclinés en plusieurs sous-indicateurs. Le bilan analyse des évolutions sur des dates antérieures à l'approbation du SCOT et les données disponibles après sa date d'approbation.

Certaines difficultés d'accès à des données adaptées et à des dates pertinentes montrent une partie des limites d'un bilan de SCOT effectué après seulement 6 ans d'application.

Sont exposées ci-après, les principales conclusions de l'analyse de l'ensemble des indicateurs organisées par thématique.

- La démographie :

Le territoire de l'Ouest de l'Etang de Berre a connu sur la période 2007-2017 un taux de croissance démographique annuel relativement stable (passant de 0,26% sur 2007-2012 à 0,24% sur 2012-2017), tandis que celui de la Métropole était plus dynamique (passant de 0,22% à 0,39%) :

- Istres-Ouest Provence connaît sur la décennie 2007-2017 une progression démographique de +0,39%/an comparable à celle de la Métropole Aix-Marseille-Provence et portée par le solde naturel (+0,48%/an) ;

- le Pays de Martigues, après un rythme de croissance démographique stable sur la période 2007-2012 (+0,54%/an), voit sa population stagner sur 2012-2017 avec un taux de croissance annuel de +0,02%/an (soit +17 habitants/an).

Dans l'armature urbaine définie par le SCOT, les centralités inscrites en pôles structurants (Martigues Istres, Miramas) connaissent une croissance démographique en légère accélération sur la période récente, tandis que les pôles d'équilibre voient leur population décroître et que les pôles de proximité enregistrent une croissance de la population portée par les soldes naturel et migratoire.

Bien qu'inférieurs aux objectifs fixés par le SCOT (0,8% annuels sur 15 ans), la croissance démographique reste relativement dynamique.

Pour les trois types de pôles, l'indice de vieillissement augmente, les pôles structurants voyant leur population senior augmenter davantage que celle des pôles d'équilibre et les pôles de proximité présentant la population seniors la plus importante. Sur l'ensemble du territoire, la part des seniors augmente progressivement sur Istres-Ouest Provence (passant de 18% à 23%) et sur Pays de Martigues (passant de 13% à 18%). Ces tendances devront être prises en compte dans l'offre globale de logements qui devra être diversifiée afin de mieux répondre aux parcours résidentiels.

L'équilibre de l'armature urbaine dessinée dans le SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre devra être mise en perspective dans le cadre du SCOT métropolitain, en prenant en compte les évolutions récentes comme celles de plus long terme. Les objectifs démographiques déclinés dans le futur SCOT devront être adaptés aux ambitions de cette armature urbaine et aux capacités des territoires à long terme.

- L'offre d'habitat et de logements :

Sur la période 2015-2018, avec une moyenne annuelle de 970 logements autorisés, le territoire de l'Ouest de l'Etang de Berre se rapproche de l'objectif

quantitatif fixé par le SCOT de 1062 logements/an, sans toutefois l'avoir atteint. Des disparités existent entre les deux territoires. Le dynamisme d'Istres-Ouest Provence s'est traduit par une production de logements allant au-delà des objectifs (680 logements autorisés/an contre 650 logements/an attendus dans le SCOT). Le pays de Martigues n'a lui atteint que 60% de son objectif SCOT sur ce sujet (291 logements autorisés/an contre 483 logements/an attendus dans le SCOT).

Les trois pôles structurants définis dans l'armature urbaine du SCOT confortent leur dynamisme et leur vocation en accueillant 772 logements/an, résultat très proche de l'objectif de 793 logements/an. Les trois pôles d'équilibre (Port-de-Bouc, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône) ont connu un rythme légèrement inférieur à celui défini par le SCOT (149 logements/an contre 162 logements/an attendus).

Les spécificités de ces centralités, davantage contraintes dans leur développement du fait de leurs contextes environnementaux respectifs et notamment par l'existence de plusieurs Plans de prévention des risques technologiques, à l'instar de Fos-sur-Mer, laissent penser qu'un temps leur est nécessaire, afin de pouvoir ajuster leurs modalités de réponse aux attentes du SCOT.

En revanche, les trois pôles de proximité (Grans, Saint-Mitre-les-Remparts et Cornillon-Confoux) connaissent une moyenne de 49 logements/an (seulement 5% des logements autorisés sur Ouest Etang de Berre), très en deçà de la moyenne annuelle induite par l'objectif du SCOT (106 logements/an attendus). Cela peut résulter des évolutions démographiques sur ces centralités (notamment l'augmentation marquée des seniors), induisant une mutation du marché du logement et une offre à repenser au regard des parcours résidentiels.

Concernant la typologie des logements autorisés, le territoire du SCOT est marqué par la stabilité de l'habitat collectif qui reste majoritaire (67%), portée par Istres-Ouest Provence où il augmente (69%), en lien avec les dernières opérations réalisées, tandis qu'il est en recul sur le Pays de Martigues, tout en restant majoritaire (64%).

Sur la période 2012 -2017, 31,6% des logements autorisés concernaient des autorisations de logements sociaux. Sur la période 2015-2017, cette dynamique s'est même accentuée, puisque 39,8% des logements autorisés sur l'Ouest de l'Etang de Berre ont été des autorisations de logements sociaux.

Un rééquilibrage de la production de logements au sein du territoire sera à prévoir au niveau du PLH métropolitain en cours d'élaboration et le SCOT métropolitain devra proposer une armature urbaine permettant d'adapter les constructibilités et des formes urbaines plus résilientes.

- L'offre de transports :

L'enquête ménage et déplacements de 2010 a révélé que le Territoire de l'Ouest de l'Etang de Berre est marqué par la prédominance des déplacements automobiles (4% de part modale pour les transports en commun). Dans une logique de cohérence urbanisme/transports, le SCOT fixe un objectif d'intensification de l'urbanisation autour du réseau de transports en commun à proximité des pôles

d'échanges, des gares ferroviaires ou routières et une articulation nécessaire des projets d'équipements structurants à une desserte en transport public existante ou à créer.

L'élaboration du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre a entraîné une réflexion sur les transports à l'échelle des deux territoires ayant permis la création du réseau Ulysse, piloté par le Syndicat mixte de gestion d'exploitation et des transports urbains sur les territoires jusqu'à fin 2015. Le réseau est désormais intégré au réseau de transport métropolitain.

La mise en place de ce réseau Ulysse a permis de réorganiser et développer ces services de transport urbain avec un réseau sur les 2 territoires (seul réseau couvrant l'ensemble du périmètre de deux territoires différents dans un contexte pré-métropolitain)

Ainsi, entre 2012 et 2017, l'offre kilométrique, mais également la fréquentation, ont été multipliées par deux sur ce réseau : ce qui démontre bien un nouvel attrait des habitants de l'Ouest pour leur réseau de transport urbain.

Les zones de bonne desserte des gares desservies directement par un transport public structurant sont particulièrement favorables à l'accueil de développement urbain : le positionnement des gares de Martigues, Istres et Port-de-Bouc, et les évolutions observées, mettent en exergue des choix différenciés et la présence de potentiels en termes d'intensification de l'urbanisation.

Les zones de bonne desserte en transports en commun constituent également des secteurs favorables au développement de l'habitat, déjà bien engagé notamment sur le Pays de Martigues.

Le SCOT métropolitain en cours d'élaboration, en lien avec le PDU métropolitain en cours d'élaboration aussi, devront proposer l'intensification de l'offre de transports entre les communes de Martigues / Istres / Fos-sur-Mer ainsi que sur l'axe Port-Saint-Louis-du-Rhône / Fos-sur-Mer / Port-de-Bouc / Martigues et veiller à renforcer la cohérence urbanisme-transports dans les différents pôles d'armature urbaine du Territoire.

- L'emploi, l'activité économique et commerciale, le tourisme :

Le SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre ne fixe aucun objectif de création d'emplois par filière ou par territoire.

Le territoire est globalement actif et connaît un taux d'emploi plus élevé que la moyenne métropolitaine, bien que le rythme de créations d'emploi soit moins dynamique que sur l'ensemble de la Métropole. Certaines évolutions marquées se concentrent sur quelques communes s'inscrivant dans d'importantes zones d'emploi (Grans, Cornillon-Confoux).

Le taux de chômage est en nette diminution depuis 2017, mais n'est pas revenu à son niveau d'avant la crise économique de 2008.

Le territoire de l'Ouest de l'Etang de Berre est l'un des plus industriels de la Métropole : l'emploi salarié privé ne représente que 7% de l'emploi métropolitain mais 17% de ces emplois sont dans le secteur de l'industrie et 12% sont dans le secteur de l'intérim (en forte corrélation avec l'activité industrielle) de Fos (zone industrialo-portuaire), Istres (base aérienne),

Miramas (Clésud), Martigues- Caronte (pétrochimie et secteur industriel maritime à Lavéra), en lien avec le confortement des fonctions économiques stratégiques inscrites dans le SCOT. Le secteur industriel est ainsi pourvoyeur d'emplois directs mais il entraîne aussi une dynamique économique plus large, qui a montré sa capacité de résistance dans le contexte de la crise actuelle.

L'évolution de l'emploi a également été portée par les services et le commerce, les activités de l'industrie étant restées stables et ayant dynamisé l'intérim. La filière tourisme et loisirs, quant à elle, s'est développée à partir de 2016, principalement au travers des activités de restauration.

Le développement des surfaces commerciales autorisées a connu une forte croissance jusqu'en 2012 pour se stabiliser après 2016 avec une offre relativement conséquente, évolutive et différenciée sur Istres-Ouest Provence (Villages des Marques à Miramas, Forum des Carmes au centre-ville d'Istres, développement de la zone des Cognets et de la zone du Tubé Centre regroupant de grandes enseignes aux portes du projet Istropolis...) et dans une moindre mesure sur le Pays de Martigues (développement du centre commercial « Canto Perdrix » à Martigues autour de l'extension de la galerie marchande d'Auchan avec recomposition de l'offre commerciale alentour).

Si l'objectif, inscrit dans le SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre, de confortement des fonctions économiques stratégiques du territoire (filiales industrielles, portuaires/transport/logistique, aéronautiques) est globalement rempli, le SCOT métropolitain devra s'attacher à poursuivre le rééquilibrage et la diversification des filières de développement économique, limiter le développement commercial hors des centralités constituées et renforcer l'offre de loisirs de proximité et le développement du tourisme.

- La consommation d'espace :

-Consommation d'espace :

Le SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre a fixé diverses orientations concernant la consommation d'espace : diversifier les formes urbaines, maîtriser l'étalement urbain et du mitage, favoriser le renouvellement urbain par une réduction de la consommation foncière résidentielle

La consommation des espaces naturels et agricoles entre 1990 et 2005 était de 87 ha en moyenne chaque année. Elle connaît une baisse globale sur la période 2007-2017, pour s'établir à 58 ha/an. Cette consommation est localisée principalement sur deux des trois pôles structurants définis dans l'armature urbaine, à savoir Istres (158 ha), et Martigues (103 ha), et sur le pôle d'équilibre de Fos-sur-Mer (110 ha), au travers des différentes opérations programmées dans les PLU. L'activité économique représente les trois quarts de l'extension urbaine et est concentrée sur les communes de Fos-sur-Mer et de Port-Saint-Louis-du-Rhône, en lien avec les activités présentes au sein de la zone industrialo-portuaire. Le parc résidentiel ne représente que 18% de la consommation.

-Consommation dans la tache urbaine :

En ce qui concerne l'intensification de la tache urbaine sur la période 2007 et 2017 : 156 ha ont été consommés (moyenne annuelle 15,5 ha) soit 21% de

la consommation foncière concentrée aux 2/3 sur Istres-Ouest Provence, localisés principalement sur Istres (38 ha), Miramas (32 ha) et Fos-sur-Mer (31 ha).

Les ensembles structurés d'habitat individuel représentent 60% de la tache urbaine (soit 93 ha sur 156 ha), et ont été réalisés sous forme d'habitat pavillonnaire continu/groupé et d'habitat pavillonnaire discontinu dense. La part de collectif représente 17%, soit une proportion non négligeable. Les formes urbaines générées à destination d'activités économiques correspondent à 12% de la consommation à l'intérieur de la tache urbaine.

Afin d'optimiser les enveloppes urbaines existantes et garantir une urbanisation plus compacte, les formes d'habitat devront se concentrer sur une production de logements collectifs et les formes urbaines destinées aux activités économiques devront limiter la consommation de la surface en extension de la tache urbaine.

Enfin, il est constaté une diminution de moitié du nombre de permis de construire accordés en dehors de la tache urbaine entre les périodes 2010-2014 et 2015-2018 (passant de 29% à 15%), traduisant un fort ralentissement du développement urbain en extension hors enveloppe urbaine. Cette tendance devra néanmoins être observée sur un temps plus long avant d'être confirmée.

La consommation d'espace a globalement diminué depuis l'approbation du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre en 2015. Cet indicateur constitue un enjeu fort pour le futur SCOT métropolitain, qui devra notamment veiller à la maîtriser, particulièrement dans les secteurs les moins denses de la Métropole, et dans le sillage des objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) et des objectifs nationaux.

- Les risques :

La réduction et la prévention des risques sont des orientations fortes du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre, afin de conforter les grands équilibres environnementaux du territoire. Au-delà de la sanctuarisation des zones à risques, il s'agit de mesurer les enjeux du développement urbain au regard de l'exposition de la population à ces risques.

Depuis l'approbation du SCOT, douze Plans de Prévention des Risques (PPR) ont été approuvés, correspondant essentiellement aux risques technologiques.

Dans les zones à risques avec un aléa fort sur l'ensemble du territoire, on comptabilise 1 230 logements, la plupart situés à Port-Saint-Louis-du-Rhône (35 %) et à Martigues (35%) au sein d'un périmètre de risque technologique (Zone industrialo-portuaire de Fos pour Port-Saint-Louis-du-Rhône, site pétrochimique de Lavéra pour Martigues).

Logiquement, il est constaté une baisse conséquente du nombre de logements autorisés au sein des secteurs à risques depuis l'approbation du SCOT, perceptible sur la dynamique de construction du territoire en premier lieu sur le Pays de Martigues (le rythme annuel de logements autorisés est passé de 84,75 sur 2011-2015 à 39 sur 2015-2018) puis sur Istres-Ouest Provence (passant de 65 à 35 sur la même période).

Le territoire du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre est particulièrement impacté par les mesures de protection liées aux risques industriels, du fait de la présence très prégnante des industries pétrochimiques de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer à l'Ouest et du site pétrochimique de Lavéra aux portes de Martigues.

L'approbation de nouveaux PPR a, dans certains cas, modifié les perceptions de la vulnérabilité du territoire et la prise en considération des risques.

Une certaine forme d'approche résiliente du territoire semble aujourd'hui se dessiner, se traduisant au travers de l'application des orientations portées par le SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre et de leur intégration dans les documents d'urbanisme (favoriser le renouvellement urbain, limiter la consommation d'espace y compris économique, optimiser le foncier...), comme dans la façon d'aborder les projets pour en maîtriser au mieux les impacts sur la santé des habitants (projets d'infrastructures autoroutières ou routières, mutualisation / évolution des espaces économiques dédiés, choix des formes urbaines...).

Le futur SCOT métropolitain devra prendre en compte les différents niveaux de risques dans son projet global, en incluant également la problématique des enjeux de reconversion d'anciens sites industriels. Il devra également développer différentes formes d'approches résilientes, notamment concernant les choix en termes d'armature urbaine, à conjuguer avec la protection / valorisation des espaces naturels.

- La trame verte et bleue et les continuités écologiques :

Le SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre inscrit quatre principes majeurs, afin d'assurer la pérennité de la trame verte et bleue sur le territoire : le maintien de la multifonctionnalité des espaces constitutifs de la trame verte et bleue, la préservation des structures agricoles et naturelles spécifiques, la préservation et la valorisation des milieux aquatiques et de leurs abords ainsi que l'intégration des principes de perméabilité biologiques au sein des espaces urbains (nature en ville).

Certains corridors écologiques identifiés dans le SCOT et reliant des réservoirs de biodiversité et/ou des zones humides associées sont encore peu touchés par l'extension urbaine et la consommation foncière (Grans / Cornillon-Confoux / Miramas).

D'autres corridors traversent des secteurs où les dynamiques économiques et résidentielles étaient déjà enclenchées (Saint-Mitre-les-Remparts) ou même très engagées (Fos-sur-Mer, Istres Ouest), incitant à intégrer l'enjeu de biodiversité dans les projets.

Considérant les fragilisations observées, il conviendra de maintenir une réelle vigilance dans le futur SCOT métropolitain, afin d'éviter une fragmentation ou une rupture de ces corridors écologiques liées au développement urbain ou économique, et d'assurer le maintien d'une véritable trame verte et bleue sur l'ensemble du territoire, indispensable face aux enjeux du changement climatique. De plus, le SCOT métropolitain devra mettre en avant les connexions entre la trame verte et bleue d'Ouest Etang de Berre et celle des Territoires voisins.

La dernière partie de ce bilan concerne le suivi qualitatif des secteurs de projets.

Sont concernés 4 sites stratégiques, qui regroupent de nombreux enjeux :

- Secteur de projets « Caronte » (Martigues/Port-de-Bouc) ;
- Secteur de projets « Istres » ;
- Secteur de projets « Miramas » ;
- Secteur de projets « Fos/Port-Saint-Louis/Zone Industriale-Portuaire ».

Secteur de projets « Caronte » (Martigues/Port-de-Bouc) :

En matière d'accessibilité, cinq projets sur les huit recensés sont clairement identifiés comme prioritaires dans le SCOT et concernent différents domaines. Ainsi, en matière d'infrastructures routières, les études sont engagées pour les projets de contournement routier Martigues/ Port-de-Bouc ainsi que la requalification de la RN 568. En matière d'infrastructures ferroviaires, les travaux de la première tranche de modernisation de la ligne reliant Miramas à Marseille sont en cours. Concernant l'intermodalité, le projet de BHNS Martigues – Port-de-Bouc , dont les études de faisabilité et l'arrêt du programme est prévu fin 2021 pour une mise en service en 2024-2025 constitue une ligne structurante du territoire et de ce secteur. Le PEM de Croix-Sainte est au stade des études pré-opérationnelles et sera complémentaire de celui de l'Hôtel de Ville en cours de finalisation.

En terme de développement économique, l'ensemble des projets recensés porte sur des opérations de nature et d'envergure différentes mais s'inscrit dans une dynamique d'évolution positive permettant de conforter les filières existantes tout en diversifiant l'activité sur l'ensemble des zones économiques du secteur.

La dynamique est également bien engagée en matière de développement urbain. Ainsi, les objectifs de production de logements sont dépassés sur Martigues mais partiellement atteints sur Port-de-Bouc. Le bilan du PLH du Pays de Martigues a souligné la nécessité de poursuivre le développement de l'offre en veillant à un meilleur équilibre social. Selon les estimations de production de logements sur les deux communes à l'horizon 2025, le secteur Caronte devrait ainsi pouvoir contribuer à hauteur de plus de 20% de l'objectif de production du SCOT à l'horizon 2030.

En ce qui concerne la thématique « environnement, cadre de vie et patrimoine », les démarches engagées visant à la reconquête de l'Etang de Berre répondent aux objectifs inscrits dans le SCOT de préservation et de mise en valeur de ces espaces. De manière générale, les projets traduits dans les documents d'urbanisme, que ce soit en terme de logements, d'activités économiques ou de transports, concourent à leur échelle au maintien ou à la restauration des fonctionnalités de la trame verte et bleue comme des paysages et du cadre de vie.

Secteur de projets « Istres » :

En matière d'accessibilité, à ce jour un seul des projets recensés par le SCOT est en phase d'études. Mais il s'agit du projet le plus structurant pour le Territoire, à savoir la création de la liaison A56 Fos/Salon permettant de desservir les bassins Ouest du GPMM en les reliant à leur hinterland, et favoriser ainsi le développement économique et portuaire de

la Métropole, tout en répondant à l'objectif d'amélioration qualitative de la grande accessibilité et de la desserte routière.

En terme de développement économique, outre le projet de pôle aéronautique « Istres Jean Sarrail », qui participe directement à la dynamique de confortement des fonctions économiques stratégiques du SCOT, plusieurs ZAC à vocation mixtes sont en cours d'achèvement sur le territoire.

En matière de développement urbain, la production de logements prévue dans le PLH d'Istres-Ouest Provence a été réajustée avec un objectif supérieur dans le SCOT et permet un rééquilibrage en terme de typologie d'habitat et de logements. Le secteur devrait ainsi pouvoir contribuer à hauteur de plus de 26% de l'objectif de production du SCOT à l'horizon 2030 sur les trois pôles structurants.

Enfin, la thématique « environnement, cadre de vie et patrimoine » est prise en compte de manière transversale dans les documents d'urbanisme, dans lesquels les projets relatifs à la production de logements, d'activités économiques ou de transports concourent tous, à leur échelle propre, s'attachent à ne pas impacter la trame verte et bleue, à la préservation et la valorisation des paysages et du cadre de vie ainsi qu'à la recherche d'un usage économe des sols.

Secteur de projets « Miramas » :

En matière d'accessibilité, la réalisation de la RN 1569, qui dessert le Village des Marques, permet l'amélioration qualitative de l'accessibilité et de la desserte routière. Les autres modes de transports sont aussi en cours d'évolution, la Gare de Miramas faisant l'objet de plusieurs études visant à réaliser un pôle d'échanges multimodal, dans le cadre d'un projet urbain global, répondant ainsi aux objectifs d'amélioration et de renforcement de l'offre de transports et sa structuration avec le développement urbain.

Plusieurs projets réalisés répondent aux fonctions économiques stratégiques inscrites dans le SCOT. Ainsi la ZA Clésud comporte une plateforme logistique essentielle pour le fonctionnement de l'hinterland du GPMM et un centre de vie et de bureaux. Le village des Marques constitue une avancée majeure sur le plan du développement économique. Le SCOT métropolitain en cours d'élaboration devra viser à atténuer la logique d'extension urbaine et envisager de profiter du rayonnement du Village des Marques en vue de développer une offre touristique.

La dynamique est également bien engagée en matière de développement urbain. La production de logements est supérieure aux objectifs du SCOT réajustés au regard du PLH, y compris en matière de logements sociaux. Le secteur devrait ainsi pouvoir contribuer à hauteur de plus de 12% de l'objectif de production du SCOT à l'horizon 2030 sur les trois pôles structurants.

Comme pour les autres secteurs de projets, la thématique « environnement, cadre de vie et patrimoine » ne bénéficie pas de projets identifiés permettant de mesurer directement les avancées. Néanmoins, les projets mis en œuvre et traduits au travers des documents d'urbanisme, contribuent au maintien de la trame verte et bleue, à la préservation

ou valorisation des paysages et du cadre de vie ainsi qu'à la recherche d'un usage économe des sols.

Secteur de projets Fos/Port-Saint-Louis-du-Rhône/Zone industrialo-portuaire :

En matière d'accessibilité, la requalification de la RD268, qui demeure l'axe principal de desserte du GPMM et de Port-Saint-Louis-du-Rhône et qui devrait être achevée en 2023, répond à l'objectif d'amélioration qualitative de l'accessibilité de la desserte routière inscrit dans le SCOT. Les autres projets identifiés, toujours en phase d'études, traduisent une dynamique moyenne sur cette thématique.

Les fonctions économiques stratégiques sont largement confortées, grâce à plusieurs opérations majeures réalisées, telles que PICTO, la ZIP de Fos et le Pôle Distriport. L'objectif de rééquilibrage et de diversification du développement économique est également amorcé, à travers des projets fortement engagés, tels le Pôle nautique du Mazet, la requalification de la ZA du Guignonnet ou encore Malebarge, et autour de la filière chimie.

En matière de développement urbain, la production de logements est supérieure aux objectifs réajustés au regard du PLH, inscrits dans le SCOT. La production de logements sociaux est également très satisfaisante. Le secteur devrait pouvoir constituer près de 58% de l'objectif de production à l'horizon 2025 sur les trois pôles d'équilibre du SCOT et contribuer à hauteur de 27% de l'objectif de production à l'horizon 2030.

Le classement en zone naturelle du PLU de Fos-sur-Mer des terrains du GPMM situés dans le secteur Ventillon/Sud Feuillane répond à la mise en œuvre des orientations et prescriptions du SCOT en matière d'environnement, cadre de vie et patrimoine. De manière générale, cette thématique est abordée de manière transversale dans les projets mis en œuvre et traduits dans les documents d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La délibération du 29 mai 2002 du syndicat d'agglomération nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre portant sur la demande au Préfet des Bouches-du-Rhône de créer un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale sur le territoire de l'ancien syndicat mixte de l'Ouest de l'Etang de Berre étendu aux communes de Cornillon-Confoux, Grans et Port-Saint-Louis-du-Rhône et celui de la communauté d'agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre ;
- La délibération du 13 septembre 2002 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre portant sur la demande au Préfet des Bouches-du-Rhône de créer un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale sur le territoire de l'ancien syndicat mixte de l'Ouest de l'Etang de Berre étendu aux communes de Cornillon-Confoux, Grans et Port-Saint-Louis-du-Rhône et celui de la communauté d'agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre ;
- Les délibérations du 29 juin 2002 du conseil municipal de Cornillon-Confoux, du 8 juillet du conseil municipal de Grans et du 29 juillet 2002 du conseil municipal de Port Saint-Louis du Rhône portant sur la demande au Préfet des Bouches-du-Rhône de créer un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale sur le territoire de l'ancien syndicat mixte de l'Ouest de l'Etang de Berre étendu aux communes de Cornillon-Confoux, Grans et Port-Saint-Louis-du-Rhône et celui de la communauté d'agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre ;
- L'arrêté préfectoral du 25 juin 2003 portant publication du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre ;
- La délibération 07/05 du Comité Syndical du Syndicat Mixte Ouest Etang de Berre du 4 mars 2005 d'engagement de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest de l'Etang de Berre ;
- La délibération 14/15 du Comité Syndical du Syndicat Mixte Ouest Etang de Berre du 22 octobre 2015 d'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest de l'Etang de Berre ;
- La délibération n° HN 010-143/16/CM) du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole proposant la délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2016, pris conjointement par le préfet des Bouches-du-Rhône, le préfet du Var et le préfet du Vaucluse, portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 001-1405/16/CM) du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole prescrivant le lancement de la procédure d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre (n° URB 001-4619/18/CM) du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole définissant un dispositif harmonisé de suivi de la mise en œuvre des cinq Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) exécutoires sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur l'ensemble de son périmètre.
- Que le SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre approuvé est exécutoire sur le Conseil de territoire d'Istres-Ouest Provence et sur le Conseil de Territoire du Pays de Martigues.
- Que dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest de l'Etang de Berre et en application des dispositions du Code de l'Urbanisme, il est nécessaire de délibérer dans les 6 années suivant l'approbation.

Emet un avis favorable sur l'approbation du bilan du suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest de l'Etang de Berre 6 ans après son approbation.

A partir de ce bilan, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide de ne pas engager l'évolution du SCOT de l'Ouest de l'Etang de Berre. Ce bilan alimente le SCOT métropolitain engagé le 15 décembre 2016.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Cohésion sociale, habitat, logement

1-Avis n°2021-034-Approbation d'une convention de financement entre la Métropole et LOGIREM en anticipation de la convention pluriannuelle de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine sur le Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte la définition et la mise en œuvre des 21 projets de renouvellement urbain retenus dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Trois projets se situent sur le territoire du Pays de Martigues.

Pour répondre aux difficultés de ces quartiers et structurer une stratégie locale de développement, la Métropole, à travers le Territoire du Pays de Martigues, s'est engagée dans la définition de trois projets de renouvellement urbain.

Plus d'une dizaine de partenaires travaillent ainsi de concert avec les communes de Port-de-Bouc et de Martigues pour la détermination d'un projet stratégique d'ensemble, décliné dans une convention opérationnelle pour appuyer la transformation et le redéveloppement de leur territoire.

Les études du protocole de préfiguration ont été menées permettant de dessiner des potentiels pour ces quartiers et ont permis d'aboutir à :

- La présentation d'un projet pour la Ville de Martigues en Comité de Suivi Régional en janvier 2020 ;

- La présentation des projets pour la Ville de Port-de-Bouc en Comité National d'Engagement en février 2020 avec un avis favorable sous conditions, notamment de préciser la mise en œuvre opérationnelle des projets.

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage menée au cours du deuxième semestre 2020 par le cabinet Egis Conseil a permis de :

- Consolider les éléments nécessaires à la contractualisation et notamment la stabilisation du programme opérationnel et la définition des conditions de mise en œuvre de chacune de ces opérations

- Accompagner le porteur de projet et l'ensemble des partenaires, MOA et financeurs, dans l'instruction des choix à réaliser, sur la base des études et réflexions menées.

Ce travail a notamment permis d'établir une maquette financière en lien avec le planning opérationnel des opérations.

Une opération de réhabilitation est prévue par LOGIREM sur son parc locatif social situé dans le quartier des Comtes.

La réhabilitation des 501 logements sociaux de LOGIREM quartier des Comtes, validée en opération pré-conventionnée (OPPC) par l'ANRU en novembre 2020, répond à un objectif de requalification du bâti permettant de maintenir l'attractivité et la qualité de vie du quartier à long terme.

Le bailleur LOGIREM s'engage par conséquent dans un programme de rénovation ambitieux réparti en :

- Une réhabilitation « socle » : rénovation thermique, rénovation complète des équipements collectifs et réseaux, embellissement des parties communes, modernisation des logements ;

- Une intervention renforcée ciblée selon les immeubles : restructuration de logements (création de T2 notamment), adaptation au vieillissement et rénovation de locaux du rez-de-chaussée.

Pour cette opération, LOGIREM souhaite conduire une rénovation thermique poussée avec en premier lieu un objectif de labellisation « BBC rénovation ». Le raccordement au réseau de thalassothermie Se@nergieS apparaît ici comme une opportunité supplémentaire. En effet, s'il est possible d'atteindre l'objectif « BBC rénovation » avec un équipement gaz (qui sera mis en œuvre dans la réhabilitation), la thalassothermie apparaît essentielle pour limiter les charges des locataires durablement, afin de limiter l'impact des variations attendues sur le prix du gaz.

Le bailleur LOGIREM se saisit également du nouveau schéma urbain pour segmenter son parc constitué de 501 logements en 4 îlots résidentiels différenciés de 90 à 160 logements prenant en compte l'adaptation renforcée au vieillissement (logements et parties communes).

LOGIREM a finalisé la tranche 1 des réhabilitations.

Les travaux de la tranche 2 de réhabilitation ont débuté au mois d'avril 2021 et se termineront en décembre 2023.

Financement de l'opération :

La Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cette opération à hauteur de 1 000 000 d'euros, soit une participation de 4,9 % du coût global estimé à 20 403 320 € TTC.

Quatre versements seront effectués selon l'échéancier suivant :

- 20 % en 2021, soit 200 000 €
- 30 % en 2022, soit 300 000 €
- 30 % en 2023, soit 300 000 €
- 20 % en 2024, soit 200 000 €

Le solde sera versé à l'issue de la réalisation des travaux et quand ceux-ci auront été considérés comme achevés, c'est-à-dire conformes aux règles de l'art, le bénéficiaire attestera de l'achèvement des travaux.

Il est proposé de traduire cet engagement dans une convention financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

-Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
-La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
-La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
-La loi 2014-173 du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion Sociales ;
-Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville ;
-L'arrêté du 29 avril 2015 fixant les quartiers prioritaires de la politique de la ville retenus dans le cadre du NPNRU ;
-La délibération n° 2015-006 du 29 janvier 2015 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues autorisant son président à signer le contrat cadre du contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
-La délibération n°007-875/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation du programme de renouvellement urbain et autorisant la signature du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues ;
-La délibération n°004-3520/18/BM du 22 mars 2018 portant approbation de l'avenant n°1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues ;
-La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
-La délibération DEVT 008-6961/19/BM du 24 octobre 2019 approuvant la convention cadre métropolitaine
-L'avis du Comité d'engagement de l'ANRU du 25 février 2020 ;
-La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de traduire les engagements de la Métropole au titre de l'opération de réhabilitation des 501 logements sociaux locatifs de LOGIREM quartier des Comtes, et ce en anticipation de la convention pluriannuelle à conventionner avec l'ANRU sur le site des Comtes ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention financière entre la Métropole et LOGIREM fixant à 1 000 000 euros la subvention de la Métropole pour une assiette subventionnable de 19 339 640 euros HT et 20 403 320 euros TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget d'investissement de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues - opération d'investissement n° 2021610300 intitulée Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du Pays de Martigues.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

2-Avis n°2021-035-Approbation d'une convention de financement entre la Métropole et la Ville de Port-de-Bouc en anticipation de la convention pluriannuelle de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine sur le PRIN de La Presqu'île et le PRIR des Comtes et Tassy à Port-de-Bouc

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte la définition et la mise en œuvre des 21 projets de renouvellement urbain retenus dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Trois projets se situent sur le territoire du Pays de Martigues.

Pour répondre aux difficultés de ces quartiers et structurer une stratégie locale de développement, la Métropole, à travers le Territoire du Pays de Martigues, s'est engagée dans la définition de trois projets de renouvellement urbain.

Plus d'une dizaine de partenaires travaillent ainsi de concert avec les communes de Port-de-Bouc et de Martigues pour la détermination d'un projet stratégique d'ensemble, décliné dans une convention opérationnelle pour appuyer la transformation et le redéveloppement de leur territoire.

Les études du protocole de préfiguration ont été menées permettant de dessiner des potentiels pour ces quartiers et ont permis d'aboutir à :

- La présentation d'un projet pour la Ville de Martigues en Comité de Suivi Régional en janvier 2020 ;

- La présentation des projets pour la Ville de Port-de-Bouc en Comité National d'Engagement en février 2020 avec un avis favorable sous conditions, notamment de préciser la mise en œuvre opérationnelle des projets.

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage menée au cours du deuxième semestre 2020 par le cabinet Egis Conseil a permis de :

- Consolider les éléments nécessaires à la contractualisation et notamment la stabilisation du programme opérationnel et la définition des conditions de mise en œuvre de chacune de ces opérations ;
- Accompagner le porteur de projet et l'ensemble des partenaires, MOA et financeurs, dans l'instruction des choix à réaliser, sur la base des études et réflexions menées.

Ce travail a notamment permis d'établir une maquette financière en lien avec le planning opérationnel des opérations.

Les opérations mises en œuvre :

- Les moyens internes dédiés à la conduite de projet PIA (2 ans)
- Une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur la faisabilité du Projet Se@nergieS
- L'étude de programmation de la Cité des savoirs et de la formation
- Les travaux de préfiguration de la future Cité des savoirs et de la formation
- Les travaux d'aménagement de la Maison des projets de Port-de-Bouc/ fin des travaux
- Les travaux d'extension de l'école Victor Hugo
- Les études de pollution de la Presqu'île

Il est proposé au Bureau Métropolitain d'approuver la convention de financement entre la Métropole et la Ville de Port-de-Bouc pour la mise en œuvre des opérations suivantes :

- Moyens internes dédiés à la conduite de projet PIA (2 ans) : 50%, soit une subvention plafonnée à 100 000 euros
- Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur la faisabilité du Projet Se@nergieS : 22,64%, soit une subvention plafonnée à 120 000 euros
- Etude de programmation de la Cité des savoirs et de la formation : 25%, soit une subvention plafonnée à 25 000 euros
- Travaux de préfiguration de la future Cité des savoirs et de la formation : 32,5%, soit une subvention plafonnée à 65 000 euros
- Travaux d'aménagement de la Maison des projets de Port-de-Bouc/ fin des travaux : 45%, soit une subvention plafonnée à 72 000 euros
- Travaux d'extension de l'école Victor Hugo : 14,25%, soit une subvention plafonnée à 1 094 970,90 euros
- Etudes de pollution de la Presqu'île : 32,5% en 2021, soit une subvention plafonnée à 13 000 euros

Le montant total de la participation de la Métropole s'établit à 1 489 970,90 euros.

Le solde sera versé à l'issue de la réalisation des actions ou des travaux et quand ceux-ci auront été considérés comme achevés, c'est-à-dire conformes aux règles de l'art, le bénéficiaire attestera de l'achèvement des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 2014-173 du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion Sociale ;
- Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville ;
- La délibération n° 2015-006 du 29 janvier 2015 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues autorisant son président à signer le contrat cadre du contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- L'arrêté du 29 avril 2015 fixant les quartiers prioritaires de la politique de la ville retenus dans le cadre du NPNRU ;
- La délibération n°007-875/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation du programme de renouvellement urbain et autorisant la signature du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme du Pays de Martigues ;
- La délibération n°004-3520/18/BM du 22 mars 2018 portant approbation de l'avenant n°1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 008-6961/19/BM du 24 octobre 2019 approuvant la convention cadre métropolitaine
- L'avis du Comité d'engagement de l'ANRU du 25 février 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de traduire les engagements de la Métropole au titre des 7 opérations citées plus haut, et ce en anticipation de la convention pluriannuelle à conventionner avec l'ANRU sur les sites PRIN de La Presqu'île et PRIR des Comtes-Tassy à Port-de-Bouc.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention financière entre la Métropole et la Ville de Port-de-Bouc,, fixant à 1 489 970,90 euros la subvention de la Métropole pour une assiette subventionnable de 8 913 765,30 euros HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget d'investissement de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues - opération d'investissement n° 2021610300 intitulée Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du Pays de Martigues.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Finances, Budget, Patrimoine et administration générale

1-Avis n°2021-036-Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues – Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2020

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2020 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues est constitué par le vote du Conseil de la Métropole du Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues suivants :

- Budget annexe « Eau »,
- Budget annexe « Assainissement ».

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des Budgets Annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions

Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues,

- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Emet un avis favorable sur :

Les résultats de clôture de l'exercice 2020 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues sont les suivants :

BUDGET ANNEXE EAU :

Section d'investissement	4 054 009,55 euros
Section de fonctionnement	2 211 683,99 euros
Solde	6 265 693,54 euros

Budget Annexe Assainissement :

Section d'investissement	938 672,56 euros
Section de fonctionnement	1 290 859,73 euros
Solde	2 229 532,29 euros

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes « Eau » et « Assainissement » du Territoire du Pays de Martigues dressés par le Receveur pour l'exercice 2020, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Emet un avis favorable et approuve ces Comptes de Gestion.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

2-Avis n°2021-037-Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2020 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2020 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues suivants :

- Budget annexe « Eau » ;

-Budget annexe « Assainissement » ;

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2020 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2020 est annexé à la présente délibération.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2020 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2020 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Constate et arrête, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2020 dont les montants sont retranscrits ci-après :

Budget Annexe « Eau Potable »

LIANE	POUR L'EXERCICE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2019	PART ANNEXE A L'INVESTISSEMENT 2019	POUR L'EXERCICE DE CLÔTURE 2020	POUR L'EXERCICE DE CLÔTURE 2020
EXPLOITATION	4 020 370,14	2 205 054,00	1 716 330,15	2 211 603,99
INVESTISSEMENT	2 157 658,79	-	1 806 568,76	4 054 000,55
TOTAL	6 007 840,93	2 205 054,00	3 522 898,91	6 265 604,54

Il convient de préciser l'existence d'un écart de 1,14 euros entre le résultat de clôture de l'exercice 2020 tel qu'il figure, d'une part dans le tableau ci-dessus et au Compte de Gestion 2020 produit par le Comptable Public et, d'autre part, celui qui figure dans la maquette budgétaire du Compte Administratif jointe en annexe. Cet écart s'explique par une erreur de reprise du résultat de fonctionnement 2019 lors de l'élaboration du Budget Supplémentaire 2020. Cette erreur sera régularisée à l'occasion de l'adoption du Budget Supplémentaire 2021.

Budget Annexe « Assainissement »

SECTEUR	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT (2019)	PAIEMENT AFFECTÉ À L'INVESTISSEMENT (2020)	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE CLÔTURE 2020
FONCTIONNEMENT	1 758 863,80	620 000,00	1 57 796,32	1 290 859,73
INVESTISSEMENT	1 758 793,92	-	3 20 121,36	938 672,56
TOTAL	3 517 657,72	620 000,00	1 57 325,28	2 229 532,29

Il convient de préciser l'existence d'un écart de 0,60 euros entre le résultat de clôture de l'exercice 2020 tel qu'il figure, d'une part dans le tableau ci-dessus et au Compte de Gestion 2020 produit par le Comptable Public et, d'autre part, celui qui figure dans la maquette budgétaire du Compte Administratif jointe en annexe. Cet écart s'explique par une erreur de reprise du résultat de fonctionnement 2019 lors de l'élaboration du Budget Supplémentaire 2020. Cette erreur sera régularisée à l'occasion de l'adoption du Budget Supplémentaire 2021.

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2020 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues listés ci-avant.

Reconnaît l'adéquation entre les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2020 de Monsieur le Receveur des Finances, et ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2020.

Dit que l'erreur de reprise du résultat de fonctionnement 2020 affecté au financement de la section de fonctionnement du budget annexe « Eau Potable » fera l'objet d'une régularisation lors de l'adoption du Budget Supplémentaire 2021.

Dit que l'erreur de reprise du résultat de fonctionnement 2020 affecté au financement de la section de fonctionnement du budget annexe « Assainissement » fera l'objet d'une régularisation lors de

Emet un avis favorable sur le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

3-Avis n°2021-038-Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues – Adoption de Décisions Modificatives de l'exercice 2021

Rapporteur : M. Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M49. La décision modificative a pour vocation de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires, sans remettre en cause les équilibres du budget et permettre ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses et recettes en sections d'investissement concernant le budget annexe de la Régie d'assainissement du Pays de Martigues, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la décision modificative n°1 suivante :

Equilibre de la DM1 pour 2021 du budget annexe de la Régie d'assainissement du Pays de Martigues :

Fonctionnement (dépenses et recettes) : 0,00 euro

Investissement (dépenses et recettes) : 110.000,00 euros

Les mouvements de crédits sont détaillés ci-dessous :

Recettes d'investissement :

Chapitre 13 Subventions d'investissement (Agence de l'Eau) : 110 000 euros.

Dépenses d'investissement :

Dépenses d'équipement opération 2017600100 pour un montant de 110 000 euros.

La maquette budgétaire est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FBPA 024-9126/20/CM du 19 décembre 2020 adoptant le Budget Primitif du budget annexe « Assainissement » du Pays de Martigues ;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur la Décision Modificative 2021 n°1 du budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Régie d'Assainissement du Pays de Martigues.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

III -Informations

Informations du Président du Conseil de Territoire
aux conseillers territoriaux

Décision n°2021-001-Approbation de deux conventions de partenariat entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et les Villes de Martigues et Port-de-Bouc en vue de la mise en œuvre du dispositif d'autorisation préalable de mise en location des logements privés

Informations de la Métropole

Rapports inscrits à l'ordre du jour du Bureau et du Conseil de la Métropole du
4 Juin 2021 pour information

Approbation des conditions de remboursement de
Vente en ligne des titres de transport

Approbation de l'avenant 1 à la convention de fonds de concours 2021-2022 avec le Département des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre des six PLIE du Territoire Métropolitain

Approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
